

[Text]

So in summary, Mr. Chairman, I might say that this is our main thrust at the moment. It is our fastest-growing division, and it has been very well received by industry and by the universities, which, incidentally, are working more and more closely with industry.

I might add, by way of complementary information for the committee, that the private sector is itself investing greater and greater sums in research and development. Over the past couple of years these investments have been more than doubled, and at the moment the amounts invested by Canadian industry are increasing at a faster rate than either those in Canadian universities or those in government laboratories. So the present state of change is extremely welcome, and in my view quite healthy.

• 1115

If you require further details, Mr. Chairman, on the industrial programs, Mr. Keith Glegg, the Vice-President of Industrial Programs, is with us today.

The Chairman: Thank you.

Mr. Gilchrist.

Mr. Gilchrist: Thank you.

Dr. Kerwin, I take you at your word in acknowledging the importance of research in the private sector and elsewhere throughout the country. I am interested to know what your opinion would be of the expenditure of \$61 million on a biotechnology research institute in Montreal, when one recognizes that the money might have been better spent in better equipping and expanding institutions which exist now quite adequately, say at the University of Guelph or in the University of Quebecs' Armand Frappier Institute. I am concerned about the number of people who will be anchored to this institution and the fact that it probably will not accomplish any more than could have been done by these other eminently well qualified institutions. What is your opinion on the use of these funds?

Dr. Kerwin: Mr. Chairman, I believe these funds represent a prudent investment in biotechnology in Canada, for the following reason. In an industrializing country such as Canada you require small groups that work in universities. You also require strong research groups in industries which are oriented to the particular mission of that industry. You require other groups in the mission-oriented ministries and departments of the federal and provincial governments. But if any of this is to work at all, you require a national centre or a national focus where the main thrust of national competence may be developed. The university laboratories, the industrial laboratories, and the ministerial laboratories can never be self-sufficient. As science develops, they will always require further insights, new technologies, and new instrumentation to allow them to pursue their specialized tasks; and this is the responsibility and the mission of a national institute.

[Translation]

En résumé donc, monsieur le président, voilà notre principal objectif pour l'heure. Cette division est en pleine expansion et a été très bien accueillie tant par l'industrie que par les universités qui d'ailleurs travaillent de plus en plus étroitement avec l'industrie.

Permettez-moi d'ajouter pour la gouverne du Comité que le secteur privé investit de plus en plus d'argent dans la recherche et le développement. Au cours des deux dernières années, ces investissements ont plus que doublé et à l'heure actuelle, l'argent investi par l'industrie canadienne augmente plus rapidement que celui investi par les universités canadiennes ou par les laboratoires du gouvernement. Par conséquent, ces changements sont de bon augure et très sains, à mon avis.

Au cas où vous auriez besoin de détails supplémentaires, monsieur le président, à propos des programmes industriels, M. Keith Glegg, vice-président chargé des programmes industriels m'a accompagné ici aujourd'hui.

Le président: Merci.

Monsieur Gilchrist.

M. Gilchrist: Merci.

Monsieur Kerwin, je vous crois lorsque vous soulignez l'importance de la recherche effectuée par le secteur privé et ailleurs à travers le pays. Je voudrais savoir ce que vous pensez des 61 millions de dollars qui seront consacrés à la création d'un institut de recherche en biotechnologie à Montréal alors qu'on sait qu'il aurait peut-être mieux valu le dépenser pour mieux équiper et pour développer des institutions qui existent déjà comme celle de l'Université de Guelph ou l'Institut Armand Frappier de l'Université du Québec. Je suis inquiet du nombre de gens qui seront employés par cette institution et du fait qu'elle n'accomplira vraisemblablement rien de plus que ce qu'auraient pu faire ces autres institutions toutes aussi compétentes. Que pensez-vous de l'utilisation de ces crédits?

M. Kerwin: Monsieur le président, je crois que ces crédits représentent un investissement prudent dans le domaine de la biotechnologie au Canada pour la raison suivante. Dans un pays en expansion comme le Canada, de petits groupes travaillant au sein des universités sont nécessaires. On a également besoin de groupes de recherche compétents au sein des industries, groupes qui accomplissent le mandat du secteur industriel en question. Il faut également d'autres groupes de recherche au sein des ministères des gouvernements fédéral et provinciaux. Mais si tous ces efforts doivent être rentables, il faut également un centre national ou une orientation nationale où les compétences nationales peuvent s'épanouir. Les laboratoires universitaires, les laboratoires industriels et les laboratoires ministériels ne pourront jamais se suffire à eux-mêmes. À mesure que les sciences se développent, ces laboratoires auront toujours besoin de nouvelles orientations, de nouvelles technologies et de nouvelles infrastructures pour leur permettre de poursuivre leur mission et c'est là la responsabilité et le mandat d'un institut national.